



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 28 mars 2012

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Nos réf. : 2674/RAAPC/CAR12028 RAAPC rasori.doc

Vos réf. : bordereau de transmission du 1<sup>er</sup> septembre 2011

Affaire n°111735 suivie par :

Tél. : 02 37 20 50 50 – Fax : 02 37 20 40 74

Courriel : ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

**Objet :** ICPE – Demande de modification des condition d'exploitation de la carrière Genet Rasori sur les communes de Fontaine la Guyon, Courville et Saint Luperce

**Réf :** Transmission préfectorale du 1<sup>er</sup> septembre 2011  
Mail de l'exploitant des 22 et 27 mars 2012

0267420120328SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des  
Sites, formation « carrières »**

INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE DE MODIFICATION DES CONDITIONS  
D'EXPLOITATION D'UNE CARRIERE

SARL CARRIERES GENET RASORI

COMMUNES DE FONTAINE LA GUYON, COURVILLE ET SAINT LUPERCE

**PJ :** - plan de localisation  
- projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Tél. : 02 37 20 50 50 - Fax : 02 37 20 40 74  
15 Place de la République – CS 70527  
28019 CHARTRES CEDEX  
[www.centre.developpement-durable.gouv.fr](http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr)



## 1. Identification du pétitionnaire

Raison sociale : Carrières GENET RASORI  
Forme juridique et capital : SARL au capital de 915 000 €  
Siège social : 38 rue du général de Gaulle 28190 Saint Georges sur Eure  
Responsable : co-gérant  
SIREN : 418 177 655

## 2. Renseignements sur l'établissement

Nature : Carrière à ciel ouvert  
Situation : Communes de Saint Luperce, Courville sur Eure et Fontaine la Guyon lieux-dits "les lasses", "l'ormeteau", "la queue de poêle", "buisson malabri", "pièces de masselin", "grand bouleau", "les caillettes"  
Surface : 63ha 18a 09ca  
Autorisation : Arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 pour une durée de 8 ans

## 3. Objet des demandes

Par courrier du 17 août 2011, complété les 21 et 27 mars 2012, la SARL carrières Genet Rasori, a sollicité :

- la prolongation de la durée de validité de l'autorisation,
- la modification du délai prévu pour la remise en état de la carrière et la prolongation de la durée d'extraction,
- la possibilité d'amener des déchets inertes extérieurs jusqu'à la fin du réaménagement final.

### 3.1 Prolongation de la durée de validité de l'autorisation

La demande de prolongation de la durée de validité de l'autorisation est motivée par le délai d'exécution des prescriptions concernant l'archéologie préventive. En effet, le service régional de l'archéologie a notifié à l'exploitant la réception du rapport de diagnostic par courrier du 9 juin 2006 soit 6 mois après la signature de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de la carrière.

L'exploitant souhaite donc que la durée de validité de l'autorisation soit prolongée de 6 mois.

### 3.2 Modifications du délai pour la remise en état et prolongation de la durée d'extraction

Les demandes concernant la modification du délai prévu pour la remise en état de la carrière et la prolongation de la durée d'extraction sont motivées par un rythme d'extraction moins important que celui prévu initialement. Ainsi, l'exploitant demande à ce que la durée de 2 ans prévue pour finaliser la remise en état soit ramenée à une année et que l'année ainsi récupérée lui permette de poursuivre l'extraction.

Le dossier de demande d'autorisation prévoyait que l'extraction soit réalisée pendant 6 années et que la finalisation de la remise en état soit réalisée sur deux années. Ce délai semblait être nécessaire au vu de la surface utilisée par l'exploitation et au vu de la nécessité d'amenée des déchets inertes de l'extérieur. Cette projection se basait sur une production de 225 000t/an en moyenne et de 300 000t/an au maximum.

Or, il s'avère que la production n'a jamais dépassé 170 000t/an (en 2007) et que durant les trois dernières années (2009-2011), elle fut au maximum de 120 000t/an.

Par ailleurs, pour les années 2008, 2010 et 2011, le volume de matériaux extraits est inférieur au volume de déchets inertes amenés sur site additionné au volume de boues issues de l'installation de traitement. Durant les 4 dernières années, le volume total de déchets inertes et de boues utilisé pour le réaménagement est légèrement supérieur au volume de matériaux extraits (environ 5000m<sup>3</sup> supplémentaires).

Afin de justifier ses demandes, l'exploitant a estimé la durée nécessaire pour obtenir le volume de déchets inertes permettant de combler le site en se basant sur le dernier plan topographique de la carrière. Ainsi, en prenant en compte les volumes de terre végétale, de stérile d'exploitation, de boues et en se basant sur le rythme d'apport de déchets le plus faible constaté lors des 4 dernières années, l'exploitant estime qu'il lui faudra un peu plus de 5 mois d'apports de déchets inertes. Ces apports pouvant s'effectuer en parallèle du temps nécessaire pour le tassement et l'assèchement des boues (estimé entre 5 et 6 mois), l'exploitant considère donc que la remise en état finale, comprenant également le régalaie de la terre végétale, pourra s'effectuer sur une année.

Au vu des modifications envisagées et de l'avancement du site, l'exploitant a réévalué le montant des garanties financières du site. La surface concernant les zones en exploitation (S2) reste inchangé : 6ha, la surface S3 est abaissée à 0,08ha du fait que les fronts d'extraction soient moins importants, la surface S1 est augmentée à 8,24ha du fait que les chemins ruraux inclus dans l'autorisation pour l'extraction ont été gardés par l'exploitant comme chemin d'exploitation.

Ainsi, le montant de la garantie financière, calculé à partir de l'indice du mois de novembre 2011 (685,8), est de 385 662,94€.

### 3.3 Prolongation de la durée pour l'amenée de déchets inertes extérieurs

L'arrêté préfectoral prévoyant la possibilité d'amener des déchets inertes extérieurs durant les 6 premières années, l'exploitant souhaite étendre cette possibilité jusqu'à la fin du réaménagement car l'apport de déchets inertes extérieurs est indispensable pour finaliser la remise en état.

## **4. Analyse de l'inspection des installations classées**

### 4.1 Prolongation de la durée de validité de l'autorisation

La demande est faite en application de l'article R512-35 du Code de l'Environnement. Cet article prévoit que : « Les autorisations relatives aux installations de stockage de déchets, aux sites de stockage géologique de dioxyde de carbone et aux carrières sont données pour une durée limitée et fixent le volume maximal de produits stockés ou extraits, ainsi que les conditions de remise en état du site. Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive. »

Ainsi, au vu de cet article et du courrier du 9 juin 2006 du service régional de l'archéologie notifiant à l'exploitant la réception du rapport de diagnostic d'archéologie préventive, la demande de l'exploitant est acceptable. La durée de l'autorisation peut donc être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques soit de 6 mois.

### 4.2 Modifications du délai pour la remise en état et prolongation de la durée d'extraction

La demande est faite en application de l'article R512-33 du Code de l'Environnement.

Ces 2 demandes sont motivées par un rythme d'extraction moins important que prévu. Dans le dossier déposé, l'exploitant démontre que le rythme d'amenée de déchets inertes sur une année permet, en complément du volume des boues, de suivre le rythme de l'extraction. Selon la projection effectuée par l'exploitant, il faudra un peu plus de 5 mois afin que le volume de déchets inertes pour le comblement de la carrière soit présent sur site.

Au final, au vu de l'activité constatée sur le site durant les 4 dernières années, il s'avère donc qu'une durée d'un an soit suffisante pour finaliser la remise en état. De plus, le réaménagement total du site pourra se faire trois mois avant l'échéance de l'autorisation comme le prévoit l'arrêté préfectoral.

Concernant la prolongation de la durée d'extraction d'un an, il s'avère que le rythme réel d'extraction est très inférieur à la production moyenne autorisée. Dans le cas où l'extraction est prolongée durant l'année qui n'est pas nécessaire pour la remise en état finale, le volume total de matériaux à extraire prévu dans le dossier de demande ne sera toujours pas atteint. Ainsi, la demande de l'exploitant est acceptable car les impacts du fonctionnement de l'installation pendant cette prolongation sont compensés par un moindre impact pendant la durée d'autorisation du fait d'un rythme d'exploitation plus faible.

### 4.3 Prolongation de la durée pour l'amenée de déchets inertes extérieurs

L'article I.2.B de l'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit que : « Le volume moyen annuel de matériaux de remblaiement extérieur au site apporté est de 123 000m<sup>3</sup> soit 221 400tonnes/an. Ce volume est apporté sur les 6 premières années d'exploitation. ».

Comme pour l'extraction, le rythme d'amenée de matériaux extérieurs est moindre que celui prévu ci-dessus : depuis 2008, le volume maximal annuel de déchets inertes amenés sur le site fut de 65 895m<sup>3</sup>. Par ailleurs, vu les modifications envisagées par l'exploitant, cette demande paraît justifiée pour réaliser correctement la remise en état du site.

Ainsi, la demande de l'exploitant paraît acceptable notamment du fait que l'impact lié au transport pour l'amenée des matériaux pendant cette prolongation est compensé par un moindre impact pendant la durée d'autorisation du fait d'un rythme plus faible.

## **5. Conclusion - Proposition**

Au vu du dossier et des dispositions envisagées par l'exploitant, l'Inspection n'a pas d'objection à émettre et estime que les modifications envisagées ne sont pas substantielles.

Les articles I.2.B (quantités autorisées), I.2.C (durée d'autorisation) et II.1.A (montant des garanties financières) de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 doivent être modifiés. Par ailleurs, deux plans concernant l'état d'avancement du site en janvier 2013 et juin 2013 sont annexés à l'arrêté préfectoral.

Conformément aux dispositions de l'article R512-31 du Code de l'Environnement et considérant les éléments fournis par le demandeur, le rapporteur propose aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – Formation Carrières - de réserver une suite favorable à la demande de la société Carrière Genet Rasori, conformément au projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis avec avis conforme,  
Pour le directeur,  
Le chef de l'Unité Territoriale d'Eure-et-Loir